

La rationalisation de l'irrationnel

Allocution de Roger Dehem, prononcée le 2 décembre 1993, devant ses collègues et amis, à l'Université de Montréal

Roger Dehem

Volume 70, numéro 3, septembre 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/602151ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/602151ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Dehem, R. (1994). La rationalisation de l'irrationnel : allocution de Roger Dehem, prononcée le 2 décembre 1993, devant ses collègues et amis, à l'Université de Montréal. *L'Actualité économique*, 70(3), 317-324.
<https://doi.org/10.7202/602151ar>

LA RATIONALISATION DE L'IRRATIONNEL

ALLOCUTION DE ROGER DEHEM, PRONONCÉE
LE 2 DÉCEMBRE 1993,
DEVANT SES COLLÈGUES ET AMIS, À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Au terme d'une longue carrière, rien ne peut me toucher plus profondément et susciter de ma part plus de reconnaissance que l'initiative de Camille Bronsard et le témoignage d'André Raynauld. Tous deux furent mes étudiants : André, il y a quarante-quatre ans ; Camille, il y a trente-deux ans. Ils ont des profils contrastés. Cependant, ils ont des gènes communs : tous deux sont disciples de Walras, chacun à sa façon. Alors que Camille n'a cessé d'explorer la frontière entre les rationalités individuelles et la rationalité collective, et d'en raffiner la formulation mathématique, André a abordé avec lucidité, courage et une énergie débordante mille et un problèmes concrets et importants. Tel un médecin fiable, il examine ses patients avec un savoir éprouvé.

Cette journée en est une de souvenirs et de réflexion. Notre passé commun remonte à 1948. Je me souviens, de cette époque d'il y a cinq décennies, à la frontière du Moyen Âge et de la Renaissance. J'avais vingt-six ans quand la Providence m'amena sur le Mont-Royal pour y faire le premier cours de théorie économique. C'était à une classe en relations industrielles, dont quelques étudiants se laissèrent séduire et prirent le risque de l'engagement dans une carrière guère courue à l'époque. Parmi les premiers disciples remarquables, il y eut Gilles Martin, déjà décédé, Jacques Henripin, André Raynauld, Maurice Bouchard, Jean-Luc Migué, Monique Frappier. Renée Caron fut la première à obtenir une maîtrise en science économique, en 1954, date de la création d'une section de science économique au sein de la Faculté.

Cette période de défrichage, de maraudage, de luttes de clans, de révolutions de palais en fut une de promesses, mais aussi d'incessantes frustrations. Le régime de Maurice Duplessis et la souveraineté cléricale viciaient l'atmosphère et suscitaient une insécurité inhibitrice. Fort heureusement, la révolution tranquille était en gestation. Les idées subversives couraient les couloirs de l'Université. Pierre Elliott Trudeau, alors en quête de son destin, était le grand marxiste de l'époque et de l'endroit. Je me souviens d'un débat public, en février 1954, sur la question « Socialisme ou capitalisme ». Tandis que M. Trudeau défendait avec conviction sa vision socialiste de l'avenir, j'avais à défendre ce qui, à l'époque,

semblait une cause dépassée, celle de l'économie de marchés. Les deux doctrines, qualifiées de matérialistes, étaient anathèmes à la Faculté. La doctrine sociale de l'Église était encore la pierre de touche de toute pensée économique, sociale et politique. Le doyen de l'époque en était un apôtre fervent.

C'est dans ce climat idéologique nébuleux et intransigeant que je cultivai ce que je croyais être un schéma de référence au-dessus de tout système de valeurs et de préjugés. L'optimum de Pareto fut mon fer de lance pour percer les ténèbres et pour faire valoir les mérites transcendants de la science économique pure. L'expression mathématique, en imposant le respect, était alors une bonne armure contre les mythes.

Dans le monde anglo-saxon, les débats étaient polarisés en deux camps : celui des keynésiens, devenu synonyme de « libéral », et celui des anti-keynésiens, considérés comme conservateurs et réactionnaires. C'est dire que, là aussi, les préjugés et les simplismes viciaient les discours. Sur ce terrain, mon armure singulière que constituait le schéma d'équilibre général walrassien et l'optimum de Pareto m'a bien servi. Grâce à ce bouclier et à ce fer de lance, je pouvais me glisser dans les rangs des différents camps idéologiques, et y mener un combat singulier.

Sans vouloir en tirer vanité, je suis heureux de constater, qu'*ex post*, l'évolution des faits et des doctrines a confirmé mes convictions premières. Que l'on songe au renouveau classique en matière monétaire, mais surtout au triomphe des marchés sur les régimes totalitaires, centralisés, d'inspiration marxiste.

Aujourd'hui, je ne voudrais manifester d'autre orgueil que celui d'avoir semé les germes d'une école de science économique sur le Mont-Royal, et de constater les brillants développements qui en ont résulté. Mon ambition initiale n'avait pas été modeste. Non seulement voulais-je combler le retard de l'économie politique au Canada français, mais je rêvais de faire de cette nouvelle école un fleuron d'excellence au Canada. Cela s'est révélé téméraire à court terme. Un temps de gestation était nécessaire. Impatient et frustré, je quittai le chantier en 1958. Ce fut une erreur, que je regrette encore.

Malgré cette désertion, vous avez eu la gentillesse de me rappeler à titre de professeur invité dès 1963, et je revins presque chaque année jusqu'en 1983, enseigner un large éventail de cours, tels que micro-économie avancée, commerce international, relations monétaires internationales, théorie monétaire, histoire de la pensée économique et systèmes économiques comparés. Ce fut pour moi toujours un plaisir de revenir ici, sur les lieux de ma première entreprise, de mes premiers combats, de mes premiers disciples et amis. C'est dire combien je vous suis reconnaissant de me faire l'honneur de cette journée de souvenirs et de réflexion.

Après mon départ prématuré en 1958, le chantier fut repris en mains par des hommes courageux, ambitieux et exigeants. André Raynauld, Maurice

Bouchard, Gérald Marion, Otto Thür, Robert Lacroix, Rodrigue Tremblay, Marcel Boyer et Claude Montmarquette méritent tous mes éloges.

Après ce long préambule, abordons le thème choisi pour cette conférence. Il s'agit d'une réflexion sur l'expérience longue que j'ai eu la chance de vivre, comme économiste. Mes propos se rapporteront à la fois à l'histoire des faits et à celle de leur interprétation par les économistes. « La rationalisation de l'irrationnel » pourrait se traduire en l'occurrence, par le titre suivant : « De la Richesse des nations aux misères et aux promesses du monde contemporain ». Je me propose de souligner, ou de mettre en évidence, les contrastes, voire les oppositions entre les réalités *ex post* et les rationalisations *ex ante*, qui ont résulté de certaines déviations de la pensée économique par rapport à la trajectoire tracée par les grands économistes classiques.

Pour la circonstance, Camille Bronsard m'a servi de catalyseur pour cristalliser mes réflexions. Prenons l'extrait suivant de l'histoire romancée de l'économie mathématique publiée récemment par Camille à propos de la vieille hypothèse de prévision parfaite.

« La prévision parfaite était exogène, c'est-à-dire un don de Dieu. Ici, on reste dans l'endogène.... quitte à étendre la signification de l'humain. D'un autre côté, que se passe-t-il s'il existe plusieurs équilibres futurs ? Cela est fort possible comme l'ont montré les travaux de Debreu, Balasko, Kehoe et Mars Colell : une économie régulière possède un nombre impair d'équilibres. Cela exclut qu'il n'en existe pas, mais inclut qu'il puisse en exister 3, 5 ou 7... Dès lors, notre consommateur doit se concerter avec les autres consommateurs, soit consulter une agence de concertation, soit savoir ce qui se passe dans le cerveau de ses contemporains. Dans chaque cas, la décentralisation devient lettre morte et on est mûr pour défendre l'individualisme à coup de rationalité collective ».... (Bronsard, 1993, p. 10).

Comme je connais Camille depuis plus de trente ans, son aspiration subconsciente au despotisme éclairé n'a cessé de se révéler et de se confirmer. Dans l'essai cité, il ne manque d'ailleurs pas l'occasion de donner un coup de chapeau à Enrico Barone (auteur du Ministère de la Production), qui aurait fondé le socialisme scientifique. Monsieur Bronsard a réussi à se placer dans une orbite supra-terrestre, loin des misères de ce monde, où il peut se complaire en toute quiétude dans la science-fiction.

Si l'objet de l'économie politique est encore et toujours « la richesse des nations », il serait bon de rappeler la trajectoire de référence de notre profession : celle tracée par Adam Smith, Ricardo, J.S. Mill, A. Marshall, K. Wicksell. C'est aussi celle que suivirent Walras et Pareto. Si leurs noms sont encore vénérés aujourd'hui, c'est en raison de la perspicacité et de la pertinence de leur pensée. En fait, à mesure que le temps passe, la pertinence des classiques ne cesse d'affirmer son caractère permanent.

Ma fascination pour les questions économiques remonte très loin, au creux de la grande dépression. Au cours d'une période de près de 60 années, j'ai été

témoin à la fois de la récurrence des cycles économiques et des tentatives politiques de maîtriser une variété d'évolutions et de situations plus ou moins inquiétantes. Tout au long des cinquante dernières années, j'ai pu méditer sur les problèmes eux-mêmes, mais aussi sur les rationalisations dont ils étaient l'objet de la part d'économistes et d'hommes politiques. J'ai eu la chance de vivre une période extraordinaire de l'histoire. Dans les siècles passés, et jusqu'à la première guerre mondiale, les grandes époques avaient porté l'empreinte d'hommes extraordinaires, tels Luther, Philippe II, Louis XIV, Napoléon, G. Washington, Bismarck.

Notre siècle a sans doute été marqué par Hitler, mais du point de vue de l'économiste, il a surtout été celui de tentatives conscientes, volontaristes et parfois brutales, de réorganiser, de rationaliser, le régime économique et les politiques économiques. Quoique l'on hésiterait à honorer Lénine du titre d'économiste, ce grand despote n'en demeure pas moins celui qui a pris sa mission de socialiste scientifique au sérieux. Il entreprit une réorganisation radicale du système économique de son pays, en répudiant les principes élémentaires et fondamentaux de la Richesse des nations. En s'inspirant de l'interprétation ou de la rationalisation marxiste de l'économie de marchés, Lénine a voulu court-circuiter l'histoire, en imposant par la force un système qu'il croyait conforme à la Raison.

Dès 1920, Ludwig von Mises démontra l'impossibilité, non pas mathématique, mais simplement humaine de la rationalité économique collective, ou du calcul économique en l'absence de propriété privée et de prix des moyens de production (Mises, 1920). Le régime de Lénine, rationalisé par Staline, Kroutchev et Kossyguine, prendra 75 années et d'indicibles souffrances à démontrer le bien-fondé de la critique élémentaire, mais combien judicieuse, de von Mises. Ce régime s'est finalement écroulé, sous le poids de ses contradictions, alors que, selon le dogme marxiste, un tel sort attendait le capitalisme.

L'illusion de la marche vers un paradis terrestre par la planification centralisée, émanant de la rationalité collective du Parti communiste, a été savamment entretenue et diffusée sur la planète entière, dont il contaminera plusieurs zones vulnérables au virus.

Au cours des années soixante, il fut question de la convergence des systèmes. Cette thèse fut proposée à l'Ouest par des économistes éminents, tel Jan Tinbergen. À l'Est, elle était jugée subversive. Elle encouragea, néanmoins, certains économistes lucides et courageux en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie à se remettre à l'étude d'Adam Smith, dans leur recherche d'une issue à leur servitude et à leur pauvreté. Ces réformateurs héroïques s'engagèrent avec prudence et énormément de mérite dans la voie de la rationalisation de l'irrationnel, l'irrationnel n'étant autre, en l'occurrence, que la réalité *ex post* des projets prétendument rationnels de Lénine et de Staline.

Tandis que les héritiers de Marx se débattaient dans les séquelles inévitables de la rationalité léninienne, à l'Ouest, l'instabilité économique et la grande

dépresseion érodaient la foi dans le mécanisme de la Main invisible de la Richesse des nations. Les déséquilibres macro et microéconomiques révélés par le chômage massif, l'instabilité des changes, le recours à des modalités nouvelles de protectionnisme, amenèrent des magiciens au pouvoir, tels Hitler, F.D. Roosevelt, Léon Blum. Cette fois, les irrationalités du capitalisme devraient être résolues par des politiques nouvelles et audacieuses. Hjalmar Schacht réussira des prodiges à court terme. Ses procédés de manipulation macroéconomique et de contrôles directs généralisés feront école, tout d'abord au cours de la Seconde Guerre mondiale, puis dans le tiers-monde. Roosevelt visera des objectifs macroéconomiques par des mesures microéconomiques à contre-sens (AAA et NRA). Léon Blum répondit aux frustrations populaires, en 1936, par la hausse des salaires, la réduction du temps de travail, les congés payés. Les désordres qui en résultèrent démoralisèrent le pays à une époque dangereuse.

À un niveau supérieur, J.M. Keynes jetait un regard plus serein et plus rationnel sur les difficultés de son temps. Avec perspicacité, il dénonça l'absurdité des réparations imposées par le Traité de Versailles, l'erreur du retour de la livre sterling à parité-or de 1914, et il reformula le problème de l'équilibre général en mettant en évidence le pouvoir magique des leviers monétaires et budgétaires, en 1936.

Le désarroi des économistes et des hommes politiques au cours de l'entre-deux-guerres amena l'économie politique à prendre un virage majeur à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale. La lenteur des processus d'ajustement microéconomiques traditionnels, tel l'abaissement des prix et salaires en période de récession, et les possibilités dévoilées par la *General Theory*, amenèrent un changement de philosophie en matière de politique économique. À l'université, la macroéconomie sera hissée au niveau de respectabilité de la théorie des marchés. Macro et micro seront traitées comme complémentaires par les nouveaux pontifes de notre science, tel P.A. Samuelson. Au cours des années 40, 50 et 60, les économistes semblent avoir abouti à un consensus donnant l'impression que désormais les gouvernements disposeraient des préceptes nécessaires et suffisants à la mise en oeuvre de politiques rationnelles, à la fois keynésiennes et parétiennes. L'économie politique aurait-elle finalement réussi à rationaliser l'irrationnel ?

Cette espérance naïve s'est, malheureusement, révélée illusoire. *Ex post*, les politiques keynésiennes ont entraîné l'accélération de l'inflation, surtout au cours des années 70, la montée du chômage d'un cycle à l'autre, le gonflement des dettes publiques, la multiplication des distorsions dans le système de prix et de rémunérations suite à la prolifération de mesures de redistribution des revenus par les programmes sociaux et l'alourdissement du fardeau fiscal.

La Suède avait été, jusqu'à il n'y a pas longtemps, le modèle par excellence du progrès social par la rationalité collective qui aurait présidé à l'édification de la démocratie sociale depuis les années 30. Il se fait que dans ce cas-modèle,

comme dans tant d'autres, cette rationalité s'est révélée mal fondée. Les effets secondaires d'infractions systématiques aux conditions d'optimalité des rouages microéconomiques ont soudainement causé l'écroulement du régime, sous forme d'une hausse spectaculaire du chômage, du déficit des autorités publiques, de la désagrégation de la concertation en matière salariale, de la stagnation de la productivité. Assar Lindbeck a récemment soumis un ensemble de propositions de redressement ; elles vont toutes dans le sens d'un renforcement des rouages du marché, de la responsabilisation de la banque centrale à l'égard de la valeur de la monnaie, de l'équilibre budgétaire, de la réforme des programmes sociaux, voire du Parlement qui, sous le régime de serre chaude du *Welfare state* a dégénéré en une assemblée de groupes de pression. (Lindbeck, 1993)

Les années 80 furent celles de politiques radicales de redressement, principalement aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Ces politiques, fort critiquées par les nostalgiques de la belle époque du keynésianisme, furent inévitables pour briser le cercle vicieux dans lequel on s'était engagé au cours des trois décennies précédentes. Des excès furent commis, notamment le gonflement du déficit budgétaire aux États-Unis. En France, une politique trop rigide du franc fort a été responsable d'une hausse excessive du chômage.

Ce rappel d'expériences historiques remarquables nous permet de mettre nos problèmes actuels en perspective, de mieux percevoir leurs origines et leurs dimensions profondes, et de mieux distinguer les forces en jeu.

Depuis que le Sieur de Boisguilbert, au temps de Louis XIV, identifia et dénonça les irrationalités du bon plaisir du Roi et de son génial Colbert, les économistes, des Physiocrates à nos jours, se sont donné la mission de rationaliser l'irrationnel, c'est-à-dire, d'identifier les institutions et les politiques qui font inutilement obstacle à la richesse des nations. À la suite de Quesnay, de Turgot, de Condillac, d'Adam Smith et surtout de Ricardo, mais aussi de Stuart Mill, de Walras, de Marshall et d'autres, l'économie politique a cerné un ordre particulier de phénomènes qui obéissent à une dynamique propre, celle de l'offre et de la demande, celle des marchés et de leur tendance naturelle à l'équilibre. Celui-ci est rarement instantané ; les tâtonnements prennent un temps parfois long, si les obstacles institutionnels ou politiques retiennent ou restreignent les forces du marché.

Walras a voulu démontrer que l'équilibre général des marchés réalise non seulement l'accord ou la paix entre les parties contractantes, mais aussi un maximum d'utilité sociale, si la concurrence joue. Pareto, en précisant cette notion d'optimum, a aussi révélé son indétermination distributive. Non seulement, les optima sont-ils innombrables, mais, en raison du changement incessant des données exogènes, leur détermination varierait d'un instant au suivant. Un despote éclairé devrait avoir une capacité quasi-divine de résoudre de façon continue le problème d'équilibre général en mouvement perpétuel.

Revenons sur terre. Des expériences historiques que j'ai vécues et évoquées, se dégagent deux ordres distincts de phénomènes, soumis à des lois propres, à savoir : le mécanisme des marchés, d'une part, et la dynamique politique de l'autre. Alors qu'au XIXe siècle, et jusqu'en 1914, le mécanisme des marchés, doublé d'institutions monétaires stables, intégrées dans le réseau de l'étalon-or, était prédominant, le XXe siècle s'est caractérisé par des interférences plus ou moins téméraires d'hommes politiques dans les marchés. Staline fut un cas limite : il remplaça les marchés par une prothèse administrative.

En cette fin du XXe siècle, il ne fait plus de doute que l'interaction entre le politique et le mécanisme économique depuis soixante-quinze ans ait entraîné des conséquences d'une ampleur que les maîtres à penser d'antan n'avaient pu soupçonner. C'est ce que nous rapportent journellement les images de l'Est et de l'Ouest, toutes proportions gardées. Le désarroi des dirigeants est généralisé, autant que celui des populations angoissées par les ruines du passé et les incertitudes du lendemain.

L'heure est venue du diagnostic vrai, celui qui n'occulte pas les origines et les causes réelles des maux actuels. Il serait fallacieux, voire criminel, de proposer, une fois de plus, des faux-fuyants, par exemple, un retour aux contrôles centralisés à l'Est, ou une nouvelle augmentation des déficits publics en Occident, ou encore, une politique monétaire laxiste à courte vue. Le charlatanisme a fait son temps et ses preuves.

Au cours des années 30, 40 et 50, les politiques économiques proposées et discutées étaient généralement formulées en termes nationaux. La *Théorie générale* de Keynes se rapportait à une économie fermée. Depuis quelques années, il est devenu banal de parler de mondialisation. Il s'agit d'un phénomène que l'on n'appréhende peut-être pas encore dans toute son ampleur, toute sa complexité, toutes ses conséquences. Il compliquera les processus d'ajustement appelés par la correction des erreurs passées. La réduction sensible des coûts de transport et de communication, l'abolition des obstacles aux transactions sont en soi des changements majeurs dans les données microéconomiques de chaque pays. Cela se conjugue aux effets de la révolution informatique, notamment sur la demande de travail. Cela s'ajoute, en outre, aux conséquences de la transformation systémique en Europe de l'Est, en Chine et dans maints pays d'Amérique latine.

L'alignement international des prix, des salaires et des profits, compte tenu des incertitudes politiques, sont en train de disloquer les structures économiques en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Les souffrances et les angoisses sociales qui en résultent se manifestent journellement par des levées de boucliers et par des conflits dans les arènes politiques.

Les transformations économiques et les ajustement sociaux qu'elles imposent se prolongeront bien au-delà de l'an 2000. Les problèmes financiers des gouvernements, les traumatismes sociaux qui accablent les populations, à l'Ouest comme à l'Est, ne pourront se résoudre à court terme. Toute manœuvre

magique dans ce sens serait illusoire et dangereuse. Pendant de nombreuses années à venir, même si la récession s'estompait, nous serons témoins d'accrochages entre le mécanisme économique, souverain à la longue, comme Ricardo l'a montré, et l'ordre politique, théâtre de l'irrationnel, ou de ce que Pareto-le-sociologue appelait les « résidus », c'est-à-dire les aspérités de notre subconscient.

Alors que les groupes de pression continueront de faire valoir leurs droits acquis et leurs revendications au nom d'idéologies en vogue, les forces des marchés directement ou indirectement globalisés imposeront inexorablement des coûts sévères à ceux qui tenteront de les braver.

Comme au XVIII^e siècle, les économistes, à l'instar de Turgot et d'Adam Smith, auront pour tâche de faire des diagnostics sérieux et approfondis de phénomènes devenus plus complexes que jamais. Il auront à estimer les bénéfices et coûts à long terme de différents programmes d'ajustements institutionnels aux tendances des marchés de plus en plus internationalisés.

Pour terminer, je voudrais rejoindre à nouveau mon ami Camille dans son orbite supra-terrestre, pour l'enjoindre de revenir sur terre, où son talent pourrait rendre de grands services pour rationaliser l'irrationnel dans cette vallée de larmes. Je lui conseillerais de lire préalablement et de méditer le dernier ouvrage de Hayek : *La présomption fatale*. L'auteur y fait la distinction entre ce qu'il appelle « l'usage présomptueux de la raison », tel qu'on le rencontre chez les socialistes, et « la raison utilisée correctement ». Par celle-ci il entend « la raison qui reconnaît ses propres limites et prend en compte, rationnellement, les implications de ce fait étonnant, révélé par l'économie et la biologie, qu'un ordre sans dessein peut surpasser de très loin les plans que les hommes établissent consciemment » (Hayek, 1993, p. 13). Je prie donc Camille de renoncer à l'utopie et de se résigner à l'humble démarche terrestre des tâtonnements de Walras. Tout le reste n'est que vanité. Merci encore de tout coeur pour cette journée émouvante et inoubliable.

Roger DEHEM

BIBLIOGRAPHIE

- BRONSARD, C.(1993), *L'histoire de l'économie mathématique racontée à Juliette*, Montréal, C.R.D.E., cahier 1393.
- HAYEK, F.A.(1993), *La présomption fatale. Les erreurs du socialisme*, Paris, P.U.F.
- MISES, L.V.(1920), « Die Wirtschaftsrechnung im sozialistischen Gemeinwesen », *Archiv für Sozialwissenschaften*, vol. 47.
- LINDBECK, A., MOLANDER, P., PERSSON, T., PETERSON, O., SANDMO, A., SWEDENBORG, B., THYGESEN, N.(1993), *Options for Economic and Political Reform in Sweden*, Seminar Paper no 540, Stockholm, Institute for International Economic Studies.